ART. 6. Nul commissaire-priseur auquel on aura offert 5 p. 0/0 du droit de vente, ne pourra refuser son ministère.

ART. 7. Nul commissaire-priseur ne pourra revendiquer aucun droit pour les objets qui auront été retirés, lorsque le montant des objets vendus s'élèvera à cinq cents francs; dans tous les cas, ce droit n'excedera pas 4 p. 0/0 du prix auquel il aura été poussé.

ART. 8. Ne pourra être revendiqué aucun droit pour toute vente qui n'aura pas été commencée; pourront seulement être exigés les frais d'affiches, qui ne s'élèveront jamais au-dessus de dix francs.

ART. 9. Le registre mentionné à l'article 3 devra être arrêté à l'expiration de chaque trimestre et présenté au Directeur des Affaires européennes avec les reçus des sommes déposées au Trésor, dans la caisse commune des commissaires-priseurs. Après vérification des comptes, le Directeur des Affaires européennes visera les registres et donnera le partage des sommes déposées dans la bourse commune.

ART. 10. Toute infraction au présent règlement pourra entraîner la perte de la patente et sera punie d'une amende de cinquante à cinq cents francs, sans préjudice de tout recours, ouvert aux parties lésées, devant les tribunaux.

ART. 11. A défaut d'une chambre de discipline, telle qu'elle est prescrite par l'article 2 de l'arrêté du 29 germinal an IX, le Directeur des Affaires européennes sera chargé de surveiller et vérifier les comptes tenus par les commissaires-priseurs, ainsi que la régularité de leurs opérations et l'observation du présent règlement.

Fait à Papeete, le 8 avril 1845.

Le membre du Conseil, Directeur des Affaires européennes,

Signé : P. CLOUX.

Approuvé :

Le Gouverneur,

Signé : BRUAT.

PRESCRIPTIONS

Relatives aux restaurateurs des employés de l'Établissement (1).

Les trois restaurateurs agréés par le gouvernement comme restaurateurs des employés de l'Établissement seront assujétis aux conditions suivantes :

Ils recevront au prix de cinquante-cinq francs par mois, les lieutenants, sous-lieutenants et tous les employés de grades correspondants; et, au prix de soixante francs, les capitaines et employés ayant rang de capitaine qui se présenteront pour manger chez eux.

Tant que le nombre des pensionnaires ne s'élèvera pas à vingt, le restaurateur ne pourra refuser un employé de l'Établissement qui voudra manger chez lui au mois.

Des appartements particuliers seront réservés dans chaque établissement pour y recevoir les employés mangeant au mois.

(1) Voir l'arrêté n° 70, du 20 décembre 1845, page 71.